



Déclaration de la FSU/CTA du 1 juillet.

L'Ecole Radieuse

Après une année scolaire 2019/2020 particulièrement réussie, les personnels préparent en ce moment même dans l'enthousiasme le plus communicatif la rentrée 2020, et pourront partir en vacances l'esprit parfaitement tranquille, aucune mauvaise surprise de quelque covid que ce soit ne viendra troubler l'organisation si durement et brillamment anticipée.

Les moyens dans le second degré comme dans le premier degré seront à la hauteur des besoins, permettant aux élèves de bénéficier de cours en petits effectifs, de suivi par des équipes pluri-professionnelles de l'éducation nationale. Les PsyEN seront confortés dans leurs missions d'orientation, et pourront accueillir les élèves et les autres publics dans des CIO rénovés et présents en nombre sur tout le territoire. Les Rased confortés sont en pleine béatitude.

Les personnels savent qu'ils vont être écoutés et qu'il va être mis fin au bac local et à l'inéquité de la réforme du lycée et du bac.

Ils savent que pour faire réussir leurs élèves, ce n'est pas de plus d'autonomie et de concurrence dont ont besoin les établissements, mais de véritables temps de travail en commun qui va enfin leur être donné.

Ils savent que les postes aux concours seront ouverts de façon à résorber la précarité et le nombre de personnels mal payés et sans formation et que les AESH vont désormais bénéficier d'une véritable rémunération.

Ils savent qu'ils vont être augmentés de façon substantielle, mettant fin au gel du point d'indice.

Ils savent que le ministre de l'éducation nationale les défend avec toute la célérité et la vigueur nécessaire lorsque que d'aventure quelques pisse-froid se fendent de propos ou de tribunes calomnieuses.

Ils savent que les organisations syndicales qui les représentent, qu'ils ont élues avec un taux de participation trois fois supérieur aux dernières municipales, sont régulièrement consultées et écoutées, que la démocratie sociale n'a jamais fonctionné aussi bien.

Ils savent que ni les organisations syndicales, ni eux mêmes, ne découvrent dans la presse de nouvelles annonces à mettre en œuvre dans leurs établissements la veille pour le lendemain.

Ils savent que la loi pour la fonction publique a renforcé leurs droits et ceux de leurs élus, que grâce aux commissions paritaires renforcées, toutes les garanties sont là pour assurer la confiance nécessaire et tant vantée, que ce soit concernant leur promotion ou leur mutation.

Ils savent que la bienveillance et l'accompagnement ne sont plus les cache-sexe dont on affuble à tout-va une organisation et une gestion des personnels brutale et de plus en plus individuelle.

Ils savent que la santé et de bonnes conditions de travail sont au cœur des préoccupations du ministère, et que c'est pour cela que le pouvoir politique va désormais renforcer les prérogatives des CHSCT et de leurs élus.

Nous n'avons qu'un seul bémol à ce tableau idyllique : dans notre académie, les personnels ne pourront arborer fièrement cet été sur leur slip de bain les open-badges si brillamment développés ailleurs.

